

Rapport financier 2016 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Boisbriand _____

Code géographique : 73005 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S52

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

Table des matières	S54
Données prévisionnelles	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Lisette Dussault, atteste la véracité du rapport financier consolidé de Boisbriand pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016
(Nom de l'organisme)
et que les données prévisionnelles de l'exercice 2017 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes au budget de Boisbriand pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017,
(Nom de l'organisme)
adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2016-12-06.
(Date)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2017-04-24

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Boisbriand et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2016, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Boisbriand et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2016, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Boisbriand inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 19 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

[Original signé par]

1

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

DATE 2017-04-24

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Réalisations 2015	Budget 2016		Réalisations 2016		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
		Redressé note 20					
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	48 586 476	50 917 785	52 142 911			52 142 911
Compensations tenant lieu de taxes	2	809 043	813 695	829 203			829 203
Quotes-parts	3					6 587 815	
Transferts	4	875 320	1 275 570	943 103		1 188 780	2 131 883
Services rendus	5	2 434 523	2 930 278	2 599 415		1 262 841	3 670 356
Imposition de droits	6	2 257 434	1 640 000	2 909 650			2 909 650
Amendes et pénalités	7	971 991	828 157	2 237 776		1 142 341	3 380 117
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	661 235	535 000	587 297		15 004	602 301
Autres revenus	10	1 767 554	22 320	39 485		32 178	71 663
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	58 363 576	58 962 805	62 288 840		10 228 959	65 738 084
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14					688	
Transferts	15	2 438 467	413 400	574 801		10 132	584 933
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	16			79 312			79 312
Autres	17	91 766		209 408			209 408
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	18					53 247	53 247
	19	2 530 233	413 400	863 521		64 067	926 900
	20	60 893 809	59 376 205	63 152 361		10 293 026	66 664 984
Charges							
Administration générale	21	7 372 924	8 289 102	9 698 908	527 612		10 226 520
Sécurité publique	22	8 721 015	11 911 689	10 430 885	267 528	6 888 621	11 804 508
Transport	23	5 578 930	7 338 475	6 433 766	4 114 260	3 102 471	12 652 620
Hygiène du milieu	24	8 902 552	10 038 456	9 538 366	3 736 767		13 275 133
Santé et bien-être	25						
Aménagement, urbanisme et développement	26	1 588 370	1 520 562	1 543 475	50 110		1 593 585
Loisirs et culture	27	7 767 024	8 126 368	7 536 590	1 452 750	14 877	9 004 217
Réseau d'électricité	28						
Frais de financement	29	4 169 786	4 000 699	3 670 234		73 112	3 743 346
Effet net des opérations de restructuration	30						
Amortissement des immobilisations	31	9 919 183	9 633 404	10 149 027	(10 149 027)		
	32	54 019 784	60 858 755	59 001 251		10 079 081	62 299 929
Excédent (déficit) de l'exercice	33	6 874 025	(1 482 550)	4 151 110		213 945	4 365 055

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Réalizations 2015	Budget 2016	Réalizations 2016		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
		Redressé note 20				
Excédent (déficit) de l'exercice	1	6 874 025	(1 482 550)	4 151 110	213 945	4 365 055
Moins: revenus d'investissement	2	(2 530 233)	(413 400)	(863 521)	(64 067)	(926 900)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	4 343 792	(1 895 950)	3 287 589	149 878	3 438 155
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	9 919 183	9 633 404	10 149 027	187 908	10 336 935
Produit de cession	5	10 820		16 518	13 002	29 520
(Gain) perte sur cession	6	(10 820)		23 220	(2 726)	20 494
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	9 919 183	9 633 404	10 188 765	198 184	10 386 949
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9			666		666
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11			666		666
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	130 602		89 078	2 250	91 328
	15	130 602		89 078	2 250	91 328
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	(20 104)				
Remboursement de la dette à long terme	17	(8 577 099)	(9 488 566)	(10 104 137)	(54 971)	(10 159 108)
	18	(8 597 203)	(9 488 566)	(10 104 137)	(54 971)	(10 159 108)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(1 948 454)	(202 000)	(828 240)	(133 770)	(962 010)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20					
Excédent de fonctionnement affecté	21	352 288	1 350 000	1 350 000	317 951	1 667 951
Réserves financières et fonds réservés	22	(442 606)	608 186	1 360 876	222	1 361 098
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(5 669)	(5 074)	(3 267)	(35 872)	(39 139)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(2 044 441)	1 751 112	1 879 369	148 531	2 027 900
	26	(591 859)	1 895 950	2 053 741	293 994	2 347 735
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	3 751 933		5 341 330	443 872	5 785 890

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Réalisations 2015	Budget 2016	Réalisations 2016		Total consolidé ¹
		Administration municipale Redressé note 20	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Revenus d'investissement	1	2 530 233	413 400	863 521	64 067	926 900
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2 (	476 532 ) (	85 000 ) (	204 864 ) (	) (	204 864)
Sécurité publique	3 (	111 033 ) (	478 000 ) (	485 533 ) (	178 056 ) (	663 589)
Transport	4 (	3 086 140 ) (	515 860 ) (	2 981 656 ) (	23 278 ) (	3 004 934)
Hygiène du milieu	5 (	2 509 533 ) (	2 443 141 ) (	1 453 395 ) (	) (	1 453 395)
Santé et bien-être	6 () () () () ()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	) (	) (	12 458 ) (	) (	12 458)
Loisirs et culture	8 (	1 036 626 ) (	997 000 ) (	791 154 ) (	) (	791 154)
Réseau d'électricité	9 () () () () ()
	10 (	7 219 864 ) (	4 519 001 ) (	5 929 060 ) (	201 334 ) (	6 130 394)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11 (	768) () () () ()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats						
Émission ou acquisition	12 (	131 550 ) (	133 000 ) (	131 550 ) (	56 898 ) (	188 448)
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	2 906 600		1 551 800		1 551 800
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	1 948 454	202 000	828 240	133 770	962 010
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15					
Excédent de fonctionnement affecté	16					
Réserves financières et fonds réservés	17	692 500		2 105 612		2 105 612
	18	2 640 954	202 000	2 933 852	133 770	3 067 622
	19	(1 804 628)	(4 450 001)	(1 574 958)	(124 462)	(1 699 420)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	725 605	(4 036 601)	(711 437)	(60 395)	(772 520)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Réalizations 2015	Budget 2016	Réalizations 2016		Total consolidé ¹
		Administration municipale Redressé note 20	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	6 874 025	(1 482 550)	4 151 110	213 945	4 365 055
Variation des immobilisations						
Acquisition	2 (	7 219 864 ) (	4 519 001 ) (	5 929 060 ) (	201 334 ) (	6 130 394)
Produit de cession	3	10 820		16 518	13 002	29 520
Amortissement	4	9 919 183	9 633 404	10 149 027	187 908	10 336 935
(Gain) perte sur cession	5	(10 820)		23 220	(2 726)	20 494
Réduction de valeur / Reclassement	6					
	7	2 699 319	5 114 403	4 259 705	(3 150)	4 256 555
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(769)		666		666
Variation des stocks de fournitures	9	(12 897)		34 684		34 684
Variation des autres actifs non financiers	10	362 445		228 051	(222 284)	5 767
	11	348 779		263 401	(222 284)	41 117
	12	9 922 123	3 631 853	8 674 216	(11 489)	8 662 727
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13					
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	9 922 123	3 631 853	8 674 216	(11 489)	8 662 727
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice						
Solde déjà établi	15	(114 985 330)		(104 924 400)	314 961	(104 609 439)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16	(310 445)		(449 252)		(449 252)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17					
Solde redressé	18	(115 295 775)		(105 373 652)	314 961	(105 058 691)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19	(105 373 652)		(96 699 436)	303 472	(96 395 964)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2016

		<u>2015</u>	<u>Administration</u>	<u>2016</u>	<u>Total</u>
		Administration	municipale	Organismes	consolidé ¹
		municipale	Redressé note 20	contrôlés	
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	11 584 718	14 495 279	1 523 772	16 019 051
Débiteurs (note 5)	2	16 940 283	14 179 416	1 538 394	14 431 303
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	447 862	490 334	10 472	500 806
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5			485 731	485 731
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		356 000		356 000
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	28 972 863	29 521 029	3 558 369	31 792 891
PASSIFS					
Découvert bancaire	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	11 372 744	11 943 226	2 079 218	12 735 937
Revenus reportés (note 12)	12	820 471	1 051 914	86 026	1 137 940
Dettes à long terme (note 13)	13	122 175 300	113 225 325	270 701	113 496 026
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	(22 000)		818 952	818 952
	15	134 346 515	126 220 465	3 254 897	128 188 855
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(105 373 652)	(96 699 436)	303 472	(96 395 964)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	210 024 774	205 765 069	779 262	206 544 331
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	794 311	793 645		793 645
Stocks de fournitures	19	246 506	211 822		211 822
Autres actifs non financiers (note 17)	20	1 937 579	1 709 528	298 695	2 008 223
	21	213 003 170	208 480 064	1 077 957	209 558 021
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	4 389 834	5 974 002	527 472	6 501 474
Excédent de fonctionnement affecté	23	1 350 000	3 814 604	322 235	4 136 839
Réserves financières et fonds réservés	24	4 949 889	1 662 509	439	1 662 948
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(17 376)	(14 109)	(463 000)	(477 109)
Financement des investissements en cours	26	1 141 510	193 523	(22 791)	170 732
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	95 815 661	100 150 099	1 017 074	101 167 173
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28	[]	[]	[]	[]
	29	107 629 518	111 780 628	1 381 429	113 162 057

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Réalisations 2015		Réalisations 2016	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé¹
		Redressé note 20			
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	6 874 025	4 151 110	213 945	4 365 055
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	9 919 183	10 149 027	187 908	10 336 935
Autres					
- Perte (gain) sur cession	3	(10 820)	23 220	(2 726)	20 494
- Redres. + réduction de valeur	4	110 457	89 078	14 877	103 955
	5	16 892 845	14 412 435	414 004	14 826 439
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(4 610 865)	2 760 867	(494 670)	3 281 701
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	332 255	570 482	670 477	225 455
Revenus reportés	9	(1 014 486)	231 443	49 665	281 108
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(140 000)	(334 000)	135 377	(198 623)
Propriétés destinées à la revente	11	(769)	666		666
Stocks de fournitures	12	(12 897)	34 684		34 684
Autres actifs non financiers	13	139 023	228 051	(222 284)	5 767
	14	11 585 106	17 904 628	552 569	18 457 197
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	7 219 864 ) (	5 929 060 ) (	201 334 ) (	6 130 394)
Produit de cession	16	10 820	16 518	13 002	29 520
	17	(7 209 044)	(5 912 542)	(188 332)	(6 100 874)
Activités de placement					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats					
Émission ou acquisition	18 (	131 550 ) (	131 550 ) (	56 898 ) (	188 448)
Remboursement ou cession	19			376 750	376 750
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20 () () () ()
Cession	21				
	22	(131 550)	(131 550)	319 852	188 302
Activités de financement (note 23)					
Émission de dettes à long terme	23	2 906 600	2 157 800		2 157 800
Remboursement de la dette à long terme	24 (	9 567 446 ) (	11 107 775 ) (	56 854 ) (	11 164 629)
Variation nette des emprunts temporaires	25			(160 286)	(160 286)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26			222	222
Autres					
-	27				
-	28				
	29	(6 660 846)	(8 949 975)	(216 918)	(9 166 893)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie					
	30	(2 416 334)	2 910 561	467 171	3 377 732
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice					
Solde déjà établi	31	14 001 052	11 584 718	1 056 601	12 641 319
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32				
Solde redressé	33	14 001 052	11 584 718	1 056 601	12 641 319
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)					
	34	11 584 718	14 495 279	1 523 772	16 019 051

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		<u>Réalisations 2015</u>	<u>Budget 2016</u>	<u>Réalisations 2016</u>	<u>Total</u>	
		<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Organismes</u>	
		<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>contrôlés</u>	
					<u>Total consolidé¹</u>	
Rémunération	1	13 391 344	15 685 396	15 015 020	4 810 518	19 825 538
Charges sociales	2	3 524 629	4 263 652	3 701 044	1 225 367	4 926 411
Biens et services	3	14 896 429	16 860 538	17 285 065	3 690 881	20 784 046
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	3 601 016	3 455 300	3 252 239	7 579	3 259 818
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	206 828	259 220	209 268		209 268
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	361 942	286 179	208 727	65 533	274 260
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	5 733 303	7 226 576	6 588 503		
Transferts	10					
Autres	11	1 241 563	1 512 064	1 411 290		1 411 290
Autres organismes						
Transferts	12					
Autres	13	830 457	884 180	890 085	33 325	923 410
Amortissement des immobilisations	14	9 919 183	9 633 404	10 149 027	187 908	10 336 935
Autres						
- Subventions et dons	15	245 691	247 171	206 026		206 026
- Mauvaises créances	16	1 953	15 000	147	51 543	51 690
- Divers	17	65 446	530 075	84 810	6 427	91 237
	18	54 019 784	60 858 755	59 001 251	10 079 081	62 299 929

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Budget 2016	Réalizations	
			2016	2015 Redressé note 20
Revenus				
Taxes	1	50 917 785	52 142 911	48 586 476
Compensations tenant lieu de taxes	2	813 695	829 203	809 043
Quotes-parts	3			
Transferts	4	2 703 704	2 716 816	3 847 641
Services rendus	5	4 126 695	3 670 356	3 181 335
Imposition de droits	6	1 640 000	2 909 650	2 257 434
Amendes et pénalités	7	1 983 297	3 380 117	2 087 587
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	545 927	602 301	674 090
Autres revenus	10	24 818	360 383	1 887 585
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	11		53 247	25
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	62 755 921	66 664 984	63 331 216
Charges				
Administration générale	14	8 767 206	10 226 520	7 878 024
Sécurité publique	15	13 629 356	11 804 508	10 359 818
Transport	16	13 306 294	12 652 620	11 396 685
Hygiène du milieu	17	13 701 027	13 275 133	12 586 827
Santé et bien-être	18			
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 570 151	1 593 585	1 637 958
Loisirs et culture	20	9 310 903	9 004 217	9 156 618
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	4 147 999	3 743 346	4 311 747
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	64 432 936	62 299 929	57 327 677
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(1 677 015)	4 365 055	6 003 539
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		109 357 843	97 539 127
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	27		(560 841)	5 254 336
Solde redressé	28		108 797 002	102 793 463
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		113 162 057	108 797 002

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Budget 2016	Réalizations	
			2016	2015 Redressé note 20
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 677 015)	4 365 055	6 003 539
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	4 759 412 ) (	6 130 394 ) (	7 438 394)
Produit de cession	3		29 520	11 225
Amortissement	4	9 854 601	10 336 935	10 083 853
(Gain) perte sur cession	5		20 494	(11 225)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	5 095 189	4 256 555	2 645 459
Variation des propriétés destinées à la revente	8		666	(769)
Variation des stocks de fournitures	9		34 684	(12 897)
Variation des autres actifs non financiers	10		5 767	596 911
	11		41 117	583 245
	12	3 418 174	8 662 727	9 232 243
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	3 418 174	8 662 727	9 232 243
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(104 609 439)	(113 995 135)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16		(449 252)	(295 799)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(105 058 691)	(114 290 934)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(96 395 964)	(105 058 691)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
			Redressé note 20
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	16 019 051	12 641 319
Débiteurs (note 5)	2	14 431 303	17 713 004
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	500 806	831 434
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5	485 731	447 360
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	356 000	
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	31 792 891	31 633 117
PASSIFS			
Découvert bancaire	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		160 286
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	12 735 937	12 510 482
Revenus reportés (note 12)	12	1 137 940	856 832
Dette à long terme (note 13)	13	113 496 026	122 502 633
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	818 952	661 575
	15	128 188 855	136 691 808
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(96 395 964)	(105 058 691)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	206 544 331	210 800 886
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	793 645	794 311
Stocks de fournitures	19	211 822	246 506
Autres actifs non financiers (note 17)	20	2 008 223	2 013 990
	21	209 558 021	213 855 693
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	113 162 057	108 797 002

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
			Redressé note 20
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 365 055	6 003 539
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	10 336 935	10 083 853
Autres			
- Perte (gain) sur cession immo.	3	20 494	(11 225)
- Redres. + réduction de valeur	4	103 955	142 185
	5	14 826 439	16 218 352
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	3 281 701	(3 847 062)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	225 455	287 933
Revenus reportés	9	281 108	(999 922)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(198 623)	(149 419)
Propriétés destinées à la revente	11	666	(769)
Stocks de fournitures	12	34 684	(12 897)
Autres actifs non financiers	13	5 767	373 489
	14	18 457 197	11 869 705
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(6 130 394)	(7 438 394)
Produit de cession	16	29 520	11 225
	17	(6 100 874)	(7 427 169)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats			
Émission ou acquisition	18	(188 448)	(135 179)
Remboursement ou cession	19	376 750	103 570
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		(2 799)
	22	188 302	(34 408)
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	23	2 157 800	3 164 933
Remboursement de la dette à long terme	24	(11 164 629)	(9 610 271)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(160 286)	4 544
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	222	218
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(9 166 893)	(6 440 576)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	3 377 732	(2 032 448)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	12 641 319	14 673 767
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32		
Solde redressé	33	12 641 319	14 673 767
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)			
	34	16 019 051	12 641 319

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Boisbriand est un organisme municipal constitué en vertu de la Loi sur les cités et villes (LRQ, c. C-19).

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1, S23-2 et S23-3 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses de la municipalité. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Les organismes contrôlés qui constituent une entreprise municipale en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public sont présentés aux états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. Le périmètre comptable de la municipalité comprend les organismes périmunicipaux suivants:

- Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville : consolidation ligne par ligne représentant une quote-part de 31,22% pour les opérations courantes, et 29,01% pour les postes du bilan;

- Conseil intermunicipal de transport Laurentides : consolidation ligne par ligne représentant une quote-part de 6,43% pour les opérations courantes, et 7,51% pour les postes du bilan;

- Régie intermunicipale du parc du Domaine Vert : participation de 25% en vertu de l'entente intermunicipale relative à la constitution de la régie, comptabilisée selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. La quote-part des états financiers de la Régie intermunicipale du parc du Domaine Vert est la suivante:

Actifs financiers	195 791 \$
Passifs	954 541 \$
Actifs non financiers	1 244 481 \$
Excédent (déficit) accumulé	485 731 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatations suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville de Boisbriand, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs financiers

Les placements sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur.

D) Passifs

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subvention est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

E) Actifs non financiers**Propriétés destinées à la revente**

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des déboursés effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode linéaire et les périodes suivantes:

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Machinerie, outillage et équipement	4, 5 et 10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	4 et 5 à 10 ans
Améliorations locatives	4, 5 et 10 ans
Autres	15 ans

F) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016****G) Avantages sociaux futurs****Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participent la ville et ses organismes contrôlés, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services, avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 ("la Loi"). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante: Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2016 selon la méthode suivante: valeur marchande pour le volet courant et valeur lissée 3 ans pour le volet antérieur.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

Impact de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (la "Loi 15")

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 était requise par la Loi pour tous les régimes visés.

La Loi prévoit un processus avec période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements à être apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel doit être prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus, avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 était requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2016.

Mise à jour de l'information pour la divulgation comptable au 31 décembre 2016**Ville de Boisbriand****Impact de la Loi 15 sur le volet antérieur (services antérieurs au 31 décembre 2013)**

Une portion du déficit attribuable aux participants actifs, tel que défini dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2014, doit être acquittée par une réduction des prestations au moins égale à 45% de ce déficit. Ainsi, un coût de service passé (CSP) négatif a été constaté au 1er janvier 2015 sur la base du rapport d'évaluation actuarielle daté du 23 décembre 2015. L'écart entre le CSP constaté à ce moment et l'effet réel de la Loi 15, sujet à des négociations futures, ne sera connu qu'ultérieurement et sera comptabilisé lorsque l'entente entre les parties sera survenue.

Impact de la Loi 15 sur le volet futur (services reconnus à compter du 1er janvier 2014)

Une lettre d'entente préliminaire a été signée avec les employés cadres et cadres désignés en début d'année 2016 en lien avec la Loi 15 et stipule que la forme normale de rente des employés cadres et cadres désignés est dorénavant une rente comportant une garantie de 10 ans et ce, rétroactivement au 1er janvier 2014 pour les employés actifs au moment de la signature de cette entente. De plus, les employés cadres et cadres désignés contribuent rétroactivement au 1er janvier 2014 au fonds de stabilisation selon le même objectif d'indexation que les employés syndiqués (50% de l'IPC). Ces nouvelles dispositions ont été

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

évaluées dans la charge de fonctionnement 2015 en ajustant le coût de service courant du régime pour ladite année et en ajoutant un coût de service passé de 48 000 \$ en début d'année 2015 pour refléter l'effet de cette modification pour l'année 2014. Un amortissement des plus anciennes cédulas d'amortissement de gains actuariels pour ce volet a été constaté dans le calcul de la charge 2015 en contrepartie de ce coût de service passé de 48 000 \$. De plus, les cotisations rétroactives au fonds de stabilisation pour les années 2014 et 2015 des employés cadres et cadres désignés ainsi que celles de la Ville ont été prises en compte dans la divulgation comptable de 2015.

Depuis la divulgation 2015, le coût des services rendus est calculé à partir des dispositions incluses dans l'entente survenue avec les employés cadres et cadres désignés conformément à la Loi 15. Le coût des services rendus inclut aussi les cotisations versées au fonds de stabilisation par tous les groupes d'employés.

Bien que d'autres dispositions de la Loi 15 pourraient avoir un impact sur la comptabilisation du régime, l'effet réel ne sera connu qu'ultérieurement et sera sujet à des négociations futures. Les impacts seront comptabilisés lorsque l'entente entre les parties sera intervenue.

Application de la Loi au régime de la Régie intermunicipale de police

De nouveaux effets de l'application de la Loi doivent être constatés en 2016 à la suite de faits nouveaux décrits dans les paragraphes suivants. Ces effets sont comptabilisés de façon prospective par imputation dans la charge de l'exercice courant, puisqu'ils ont donné lieu à des changements d'estimations comptables. Lorsque ces effets ont trait aux services rendus au cours des exercices antérieurs, ils sont imputés à titre de coût des services passés dans la charge de l'exercice.

La Régie de police a finalisé des ententes pour le régime de retraite et a suspendu l'indexation automatique pour les participants retraités. Le grand total des incidences pour la Ville de Boisbriand est le suivant:

Grand total des incidences :

- Incidence sur le coût des services passés (d) : (527 306 \$)
- Gains/pertes actuariel(le)s net(te)s constaté(e)s en contrepartie (e) : 527 306 \$
- Ajustement du solde des dépenses constatées à taxer ou à pourvoir en contrepartie : aucun
- Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : 25 257 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016****H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des taxes de secteur à percevoir et des montants à recouvrer de tiers): sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Avantages sociaux futurs de la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville:

· pour le coût relié aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

· à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : aucune méthode d'amortissement définie n'a encore été déterminée.

I) Instruments financiers

S/O

J) Autres élémentsFrais de financement

Les frais de financement reportés sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de cinq ans.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

3. Modification de méthodes comptables

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	760 891	1 121 006
Placements de portefeuille	2		374 500
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	3	3 162 722	5 009 279
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	4	285	285
Gouvernement du Québec et ses entreprises	5	8 765 881	7 822 733
Gouvernement du Canada et ses entreprises	6	408 733	2 544 838
Organismes municipaux	7	173 699	253 089
Autres			
- Amendes	8	1 049 479	1 014 359
- Facturation biens et services	9	870 504	1 068 421
	10	14 431 303	17 713 004
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	6 339 218	6 738 739
Organismes municipaux	12		
Autres tiers	13		
	14	6 339 218	6 738 739
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	15	658 203	1 243 387
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	16		
Prêts à un fonds d'investissement	17		
Autres			
-	18		
-	19		
	20		
Provision pour moins-value déduite des prêts	21		
Note			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22	500 806	456 935
Autres placements	23		374 499
	24	500 806	831 434
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	25		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	26 (462 952)	(661 575)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	27 ()	()
	28 <u>(462 952)</u>	<u>(661 575)</u>
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	29 1 571 565	1 658 518
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	30	
Régimes à cotisations déterminées	31	
Autres régimes (REER et autres)	32 8 282	3 998
Régimes de retraite des élus municipaux	33 92 112	90 869
	34 <u>1 671 959</u>	<u>1 753 385</u>

Se référer à la section « Autres renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	35	
Autres	36	
	37	

Note

10. Emprunts temporaires		
Le Conseil intermunicipal de transport Laurentides dispose d'une marge de crédit d'un montant maximum de 5 250 000\$. Cette marge de crédit porte intérêt au taux préférentiel et est renouvelable en septembre 2018. Au 31 décembre 2016, cette marge de crédit est inutilisée.		
La Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville bénéficie d'un prêt à demande renouvelable d'un montant de 2 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel moins 1/2 pour cent et ne comporte aucune garantie. La Régie dispose également d'une facilité de crédit de 50 000 \$. Ces facilités de crédit sont renouvelables annuellement.		

11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	38	4 908 559	5 125 237
Salaires et avantages sociaux	39	2 164 778	1 756 469
Dépôts et retenues de garantie	40	2 366 908	2 299 349
Provision pour contestations d'évaluation	41	1 195 752	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	42		
Frais d'assainissement des sites contaminés	43	9 743	9 743
Autres			
- Organismes municipaux	44	194	327 795
- Intérêts courus dette lg terme	45	667 503	757 660
- Gouv.Québec et ses entreprises	46	1 475	14 920
- Divers	47	1 421 025	2 219 309
-	48		
	49	<u>12 735 937</u>	<u>12 510 482</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016****12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	50		
Transferts	51	75 673	26 533
Fonds parcs et terrains de jeux	52		453 026
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53		169 793
Société québécoise d'assainissement des eaux	54		
Fonds de développement des territoires	55		
Autres			
- Facturation biens et services	56	141 592	207 480
- Droits carrières et divers	57	340 510	
-	58	569 812	
- CIT - Billetterie	59	10 353	
	60	1 137 940	856 832

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

					2016	2015
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance			
	de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,75	4,65	2017	2025	61	113 437 234
Obligations et billets en monnaies étrangères					62	
Gains (pertes) de change reportés					63	
					64	
Autres dettes à long terme						
Gouvernement du Québec et ses entreprises					65	58 265
Organismes municipaux					66	1 060
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					67	
Autres					68	
					69	113 496 559
Frais reportés liés à la dette à long terme					70	(533)
					71	(755)
						113 496 026
						122 503 388

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2016			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2017	72	80	9 578 792	88	97	14 810	105	9 593 602
2018	73	81	9 227 169	89	98	14 280	106	9 241 449
2019	74	82	9 278 387	90	99	14 831	107	9 293 218
2020	75	83	8 207 122	91	100	15 404	108	8 222 526
2021	76	84	8 219 254	92	101		109	8 219 254
2022 et +	77	85	68 926 510	93	102		110	68 926 510
	78	86	113 437 234	94	103	59 325	111	113 496 559
Intérêts et frais accessoires				95	()		112	()
	79	87	113 437 234	96	104	59 325	113	113 496 559

Note

	2016	2015
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	114	(96 395 964)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	115	()
Autres	116	()
	117	(96 395 964)
		(105 058 691)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	118	28 060 115	146	876 700	173		200	28 936 815
Eaux usées	119	110 752 648	147	981 616	174		201	111 734 264
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	120	100 822 479	148	1 554 830	175		202	102 377 309
Autres	121	47 673 946	149	1 785 024	176		203	49 458 970
Réseau d'électricité	122		150		177		204	
Bâtiments	123	27 967 417	151	655 587	178		205	28 623 004
Améliorations locatives	124	146 021	152	7 463	179		206	153 484
Véhicules	125	9 770 084	153	859 092	180	291 441	207	10 337 735
Ameublement et équipement de bureau	126	6 966 439	154	90 898	181	15 010	208	7 042 327
Machinerie, outillage et équipement divers	127	5 688 138	155	527 996	182	6 395	209	6 209 739
Terrains	128	9 809 443	156	34 312	183		210	9 843 755
Autres	129	758 779	157		184		211	758 779
	130	<u>348 415 509</u>	158	<u>7 373 518</u>	185	<u>312 846</u>	212	<u>355 476 181</u>
Immobilisations en cours	131	<u>7 921 657</u>	159	<u>(1 243 124)</u>	186		213	<u>6 678 533</u>
	132	<u>356 337 166</u>	160	<u>6 130 394</u>	187	<u>312 846</u>	214	<u>362 154 714</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	133	5 190 866	161	701 237	188		215	5 892 103
Eaux usées	134	42 259 234	162	2 761 975	189		216	45 021 209
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	135	44 983 813	163	3 381 833	190		217	48 365 646
Autres	136	27 773 114	164	1 623 246	191		218	29 396 360
Réseau d'électricité	137		165		192		219	
Bâtiments	138	9 799 807	166	699 175	193		220	10 498 982
Améliorations locatives	139	63 479	167	18 455	194		221	81 934
Véhicules	140	4 794 085	168	511 340	195	241 517	222	5 063 908
Ameublement et équipement de bureau	141	5 974 094	169	278 168	196	15 010	223	6 237 252
Machinerie, outillage et équipement divers	142	3 959 078	170	361 506	197	6 305	224	4 314 279
Autres	143	738 710	171		198		225	738 710
	144	<u>145 536 280</u>	172	<u>10 336 935</u>	199	<u>262 832</u>	226	<u>155 610 383</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	145	<u>210 800 886</u>					227	<u>206 544 331</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	228		231		233		235	
Amortissement cumulé	229	(_____)	232	(_____)	234	(_____)	236	(_____)
Valeur comptable nette	230	<u>_____</u>					237	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	238		
Immeubles industriels municipaux	239		
Autres	240	793 645	794 311
	241	793 645	794 311
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	242		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	243	793 645	794 311
Note			

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Terrain football	244	1 029 848	1 414 713
- Divers	245	449 644	
-	246		
Autres			
- Frais de refinancement	247	528 731	599 277
-	248		
	249	2 008 223	2 013 990
Note			

18. Obligations contractuelles

La Ville est engagée, d'après des contrats de services et de location à long terme, à verser un montant total de 17 900 211 \$. Les paiements minimums exigibles sont les suivants:

2017	8 089 436 \$
2018	5 643 460 \$
2019	3 831 715 \$
2020	335 600 \$

De plus, la Ville de Boisbriand a conclu une entente pour l'approvisionnement en eau potable avec la Ville de Sainte-Thérèse échéant en 2022. Le coût annuel approximatif à verser à la Ville de Sainte-Thérèse est de 1 200 000 \$.

Le Conseil intermunicipal de transport Laurentides et la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville, faisant partie du périmètre comptable, ont signé des engagements contractuels représentant pour la Ville de Boisbriand des versements minimums exigibles de:

2017	1 640 469 \$
2018	1 640 311 \$
2019	1 642 936 \$
2020	1 628 316 \$
2021	1 631 050 \$

19. Éventualités

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

a) Cautionnement et garantie

S/O

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

La Ville de Boisbriand a reçu une requête en mandamus pour émettre un certificat de conformité en lien avec l'exploitation de l'immeuble du requérant, alors que celui-ci ne peut être émis, ne respectant pas la réglementation d'urbanisme et de zonage en vigueur. Une mise en demeure préalable à une réclamation en justice d'une indemnité a été reçue. La Ville de Boisbriand ne croit pas au bien-fondé des demandes et, en conséquence, aucune provision n'a été établie.

Dans le cours normal de ses activités, la municipalité est exposée à diverses autres actions et réclamations. La municipalité conteste le bien-fondé des réclamations en cours et la direction estime que les règlements à venir de ces réclamations n'influeront pas de façon sensible sur la situation financière. Il est présentement impossible d'évaluer le dénouement de ces litiges. Par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

Des avis de griefs alléguant le non respect de la convention collective ont été déposés par le Syndicat des employés de la ville pour un montant total indéterminé. Étant dans l'impossibilité de prévoir le dénouement de ces griefs, aucune provision n'a, en conséquence, été comptabilisée aux états financiers. Advenant un accueil favorable de certains de ces griefs syndicaux, la dépense serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

d) Autres

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

20. Redressement aux exercices antérieurs

Le 1er janvier 2015, une provision pour taxes à la consommation liée à l'acquisition d'un terrain au cours d'une année antérieure, a été annulée, cette provision n'ayant pas lieu d'être inscrite aux livres.

État de la situation financière

Créditeurs et charges à payer	111 589 \$	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	111 589 \$	
Immobilisations		111 589 \$
Excédent de fonctionnement non affecté		111 589 \$

La ville a également, le 1er janvier 2015, procédé à la correction de la présentation du Fonds de parcs et terrains de jeux pour l'inclure aux revenus reportés, les sommes accumulées dans ce fonds répondant à la définition d'un passif. De plus, le traitement comptable de l'utilisation des montants accumulés dans ce fonds a été corrigé pour reconnaître aux revenus de l'exercice, les sommes réellement utilisées pour les activités d'investissement.

État de la situation financière

Fonds réservés - Fonds parcs et terrains de jeux	110 465 \$	
Financement des investissements en cours	68 002 \$	
Revenus reportés		178 467 \$

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, incluant la part qui lui revient dans les budgets des partenariats auxquels la ville participe, après élimination des opérations réciproques.

22. Instruments financiers

Pour certains instruments financiers de la Ville dont l'encaisse, les débiteurs, les emprunts temporaires, les créditeurs et frais courus, les valeurs comptables sont comparables aux justes valeurs en raison de l'échéance prochaine de ces instruments financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	250 16 019 051	12 641 319
Découvert bancaire	251 () ()	() ()
<i>Ajouter</i>		
-	252	
-	253	
-	254	
-	255	
<i>Déduire</i>		
-	256 () ()	() ()
-	257 () ()	() ()
-	258 () ()	() ()
-	259 () ()	() ()
-	260 () ()	() ()
-	261 () ()	() ()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	262 16 019 051	12 641 319
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	263 10 274 800	9 567 446
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

24. Fonds local d'investissement

	2016	2015
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	264	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	265	
Autres revenus	266	
	267	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	268	
Variation de la provision pour moins-value	269	
	270	
Autres charges	271	
	272	
Excédent (déficit) de l'exercice	273	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Encaisse	274		
Placements de portefeuille	275		
Débiteurs	276		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	277		
Provision pour moins-value	278	()	()
	279		
	280		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	281		
Revenus reportés	282		
Dette à long terme	283		
	284		
Solde du Fonds local d'investissement	285		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	286		
Supportant les engagements de prêts	287		
Supportant les garanties de prêts	288		
	289		

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

25. Fonds local de solidarité**2016****2015****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	290
Revenus sur les prêts aux entreprises	291
Autres revenus	292
	<hr/> 293 <hr/>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	294
Variation de la provision pour moins-value	295
	<hr/> 296 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	297
Autres charges	298
	<hr/> 299 <hr/>

Excédent (déficit) de l'exercice	300
---	------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	301		
Placements de portefeuille	302		
Débiteurs	303		
Prêts aux entreprises	304		
Provision pour moins-value	305	() (
	<hr/> 306 <hr/>		
	307		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	308
Revenus reportés	309
Dette à long terme	310
	<hr/> 311 <hr/>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	312
Excédent (déficit) non affecté	313
	<hr/> 314 <hr/>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	315
Supportant les engagements de prêts	316
	<hr/> 317 <hr/>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

26. États financiers

À des fins de comparaison avec celles de l'exercice courant, certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées ou modifiées.

27 Conseil intermunicipal de transport Laurentides

Au cours de l'exercice, le ministre des Transports a adopté le projet de Loi numéro 76 prévoyant abolir au 1er juin 2017, l'Agence métropolitaine de transport (AMT) et les Conseils intermunicipaux de transport (CIT) pour former deux nouvelles entités. De cette Loi seront créés l'Autorité régionale de transport métropolitain (ART) qui sera chargée de la planification, l'organisation et le financement et le Réseau de transport métropolitain (RTM) qui sera responsable de l'exploitation, des trains de banlieue et des autobus sur les territoires des couronnes nord et sud.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	6 501 474	4 801 281
Excédent de fonctionnement affecté	2	4 136 839	1 647 462
Réserves financières et fonds réservés	3	1 662 948	4 950 550
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	477 109 ) (	516 248)
Financement des investissements en cours	5	170 732	1 179 114
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	101 167 173	96 734 843
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	[REDACTED]	[REDACTED]
	8	113 162 057	108 797 002
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	5 974 002	4 389 834
Organismes contrôlés ¹	10	527 472	411 447
	11	6 501 474	4 801 281
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Budget d'opérations	12	1 950 000	1 350 000
- Autres	13	1 864 604	
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	3 814 604	1 350 000
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
- Régie intermunicip. de police	22	322 235	297 462
-	23		
-	24		
	25	322 235	297 462
	26	4 136 839	1 647 462
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	33	243 722	884 000
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	34	1 381 787	4 065 889
Organismes contrôlés	35	439	661
Montant non réservé			
Administration municipale	36		
Organismes contrôlés	37		
Fonds local d'investissement	38		
Fonds local de solidarité	39		
Autres			
-	40		
-Fonds de stationnement	41	37 000	
	42	1 662 948	4 950 550
	43	1 662 948	4 950 550

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	44 () ()	()
Régimes non capitalisés	45 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	46 (216 415) ()	(236 201)
Autres	47 (246 585) ()	(262 671)
Régimes non capitalisés	48 () ()	()
	49 (463 000) ()	(498 872)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	50 () ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	51 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	52 () ()	()
Autres		
-	53 () ()	()
-	54 () ()	()
	55 (463 000) ()	(498 872)
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	56 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	57 (14 109) ()	(17 376)
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	58 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	59 () ()	()
Mesure relative aux frais reportés	60 () ()	()
Autres		
-	61 () ()	()
-	62 () ()	()
	63 (14 109) ()	(17 376)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	64 () ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	65 () ()	()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	66 () ()	()
Autres		
-	67 () ()	()
-	68 () ()	()
	69 () ()	()
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	70	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	71	
Prêts aux entrepreneurs dans le cadre du FLI et du FLS	72	
Autres		
-	73	
	74	
	75 (477 109) ()	(516 248)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	76	2 632 208	3 264 059
Investissements à financer	77 (	2 461 476 ) (	2 084 945)
	78	170 732	1 179 114
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	79	206 544 331	210 800 886
Propriétés destinées à la revente	80	793 645	794 311
Prêts	81		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	82	500 806	456 935
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	83	485 731	447 360
	84	208 324 513	212 499 492
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	85	113 496 026	122 502 633
Frais reportés liés à la dette à long terme	86	533	755
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	87 (	6 339 218 ) (	6 738 739)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	88 () ()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	89 (	1) ()
	90	107 157 340	115 764 649
Dette en cours de refinancement et autres éléments	91		
	92	107 157 340	115 764 649
	93	101 167 173	96 734 843

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>2</u>	2 <u>0</u>	3 <u>0</u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Ce résumé des dispositions du régime reflète tous les amendements au régime, jusqu'aux modifications découlant de l'article 24 de la convention collective venant à échéance le 31 décembre 2019 et adoptée le 1er octobre 2013 selon la résolution 2013-10-609 du Conseil de ville de la Ville de Boisbriand, sauf l'engagement de l'employeur à amender le régime pour bonifier la prestation de retraite de certains cadres désignés et la lettre d'entente entre la Ville et le groupe des employés cadres et cadres désignés concernant la prestation de décès et l'établissement d'un fonds de stabilisation. Ces dernières modifications sont présentées dans les derniers paragraphes de la présente description.

Retraite normale

65 ans

Retraite facultative (sans réduction de rente)

Cadres désignés : 58 ans et 80 points

Cadres :

Avant le 1er janvier 1996 : aucune disposition

À partir du 1er janvier 1996 : 58 ans et 80 points

Cols bleus/blancs : 62 ans

Retraite anticipée

Cadres et cadres désignés :

À compter de 55 ans mais avant 80 points :

1/2% par mois pour les 60 premiers mois;

1/3% par mois pour les mois suivants

Calcul du nombre de mois d'anticipation : nombre de mois entre la retraite et 80 points

Cols bleus/blancs :

À compter de 58 ans mais avant 62 ans :

1/3% par mois entre la retraite et 62 ans

À compter de 55 ans mais avant 58 ans :

i) Service antérieur au 1er janvier 2007 :

1/2% par mois* pour les 60 premiers mois

1/3% par mois* pour les mois suivants

*Nombre de mois entre la retraite et 65 ans

ii) Service à compter du 1er janvier 2007 :

1/3% par mois entre la retraite et 62 ans

Créances de rente

Cadres et cadres désignés :

i) Années de service reconnu avant le 1er janvier 1996 : 2 % du salaire de l'année 2001 pour chaque période complète de 4 mois de travail après la date de retraite facultative, l'année de référence est augmentée d'une année.

ii) Années de service reconnu après le 1er janvier 1996 : 2 % des 3 meilleurs salaires précédant la retraite.

Cols bleus/blancs :

i) Années de service reconnu avant le 1er janvier 1990 : 2 % du salaire de l'année 1989

ii) Années de service reconnu entre le 1er janvier 1990 et le 31 décembre 2006 : 2 % du

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

salaire de l'année

iii) Années de service reconnu après le 31 décembre 2006 : 1,75 % de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite

De plus, le participant reçoit une rente temporaire égale à la somme de :

a) 0,5 % de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour chaque année de service reconnu entre le 1er janvier 2007 et le 31 décembre 2009, et

b) 0,7 % de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour chaque année de service reconnu à compter du 1er janvier 2010

La somme de i) et ii) ne peut être inférieure à 2 % du salaire de l'année 2007 multiplié par le nombre d'années de service au 1er janvier 2007.

Prestation de cessation d'emploi

Au choix :

a) Une rente différée payable à la date normale de retraite, dont le montant est égal à la rente créditée à la date de cessation d'emploi.

b) Le transfert immobilisé de la valeur actuelle de la rente prévue en a).

De plus, une prestation additionnelle provenant de l'indexation minimale de la Loi 102 est prévue.

Prestations de décès

Avant la retraite

Participation antérieure au 31 décembre 1989 :

remboursement des cotisations salariales avec intérêts et 60 % de la rente créditée

Participation postérieure au 31 décembre 1989 :

remboursement de la valeur actuarielle de la rente différée

Après la retraite

Cadres désignés : 60 % réversible au conjoint. En l'absence d'un conjoint, la rente est garantie durant 180 versements.

Autres : la rente est garantie durant 120 versements.

Invalidité

Crédits de rente basés sur salaire au début de l'invalidité

Exonération des cotisations salariales

Indexation annuelle-Après la retraite

Cadres et cadres désignés :

Rentes accumulées avant le 1er janvier 1990 : selon l'IPC, maximum 1%

Rentes accumulées entre le 1er janvier 1990 et le 1er janvier 1996 :

selon l'IPC, maximum 3 %

Cols bleus/blancs :

Rentes accumulées après le 1er janvier 2007 : 50 % de l'IPC

Règle du 50 %

Lors de la cessation de service, du décès ou de la retraite, l'employeur doit financer au moins 50 % de la valeur de toute prestation résultant des années de services reconnus à compter du 1er janvier 1990, autres que celles ayant fait l'objet d'un rachat

Cotisations

Salariales :

i) Cadres et cadres désignés : 9,0 % de son salaire

ii) Cols bleus/blancs :

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

2014 : 8,9 % de son salaire (incluant la cotisation au fonds de stabilisation)

À partir de 2015 : 50 % de la cotisation d'exercice totale, incluant la valeur de l'indexation après la retraite. La cotisation au fonds de stabilisation est incluse dans ce montant et la différence constitue la cotisation salariale de base.

Patronale : solde de la cotisation d'exercice (sous réserve d'une utilisation du surplus permise par le régime et la législation) plus cotisations d'équilibre

Fonds de stabilisation (Cols bleus/blancs)

Un fonds de stabilisation est mis en place à compter du 1er janvier 2014. Ce fonds remplace l'indexation garantie des rentes après la retraite. Ce fonds est financé par la différence positive entre le coût du service courant avec une indexation après la retraite égale à 50 % de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation et le coût du service courant sans une telle indexation.

Le fonds de stabilisation et la cotisation correspondante reliée à l'indexation sont utilisés en priorité pour financer toute perte d'expérience (service à compter du 1er janvier 2014) et tout déficit (service à compter du 1er janvier 2014), le cas échéant. L'indexation accordée par le fonds de stabilisation (service à compter du 1er janvier 2014) est sujette aux limites imposées par les législations applicables. Cette indexation est accordée selon les modalités suivantes :

L'indexation est d'abord accordée pour la période de trois (3) ans qui suit la date de l'évaluation actuarielle, aux rentes servies au cours de cette période. Le taux d'indexation effectivement accordé est égal au moindre de :

Celui obtenu en présumant l'affectation de la totalité du fonds de stabilisation à l'indexation permanente, après la retraite et pour les années postérieures à la date de l'évaluation actuarielle, des rentes créditées à compter du 1er janvier 2014;

Celui obtenu en présumant l'affectation de l'excédent du fonds de stabilisation sur la provision pour écarts défavorables à l'indexation, pour la période de trois (3) ans qui suit la date de l'évaluation actuarielle, des rentes servies au cours de cette période;

50 % de l'IPC de l'année.

Les modifications suivantes ont été apportées au régime.

Amendement pour bonifier la prestation de retraite de certains cadres désignés ayant une participation en tant qu'employé syndiqué :

Modification afin de prévoir une revalorisation des rentes des cadres et cadres désignés ayant des années de service en tant qu'employé syndiqué pour le service antérieur à 2007.

Rente syndiquée pré-2007 revalorisée au salaire syndiqué de 2007

Reconnaissance de l'équivalent d'un mois de service cadre additionnel par année de service syndiquée jusqu'à un maximum de 12 mois.

Lettre d'entente préliminaire dans le cadre de la Loi 15 avec les employés cadres et cadres désignés :

Réduction des bénéficiaires de la forme normale de rente payable à la retraite (rente garantie pendant 10 ans plutôt qu'une rente réversible au conjoint à 60 % ou une rente garantie pendant 15 ans si le participant n'a pas de conjoint au moment de la retraite rétroactivement au 1er janvier 2014 pour les cadres à l'emploi au moment de la signature de ladite entente.

Instauration d'un fonds de stabilisation rétroactivement au 1er janvier 2014 ayant le même objectif d'indexation que celui des employés syndiqués soit 50 % de l'IPC.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (661 575)	(816 823)
Charge de l'exercice	5 (1 571 565)	(1 658 518)
Cotisations versées par l'employeur	6 1 770 188	1 813 766
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(462 952)</u>	<u>(661 575)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 54 881 858	50 158 255
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (<u>57 322 755</u>)	(<u>51 322 142</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (2 440 897)	(1 163 887)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 <u>1 977 945</u>	<u>502 312</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (462 952)	(661 575)
Provision pour moins-value	13 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(462 952)</u>	<u>(661 575)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>2</u>	<u>2</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 54 644 280	50 158 255
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (<u>57 322 755</u>)	(<u>51 322 142</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (<u>2 678 475</u>)	(<u>1 163 887</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 2 787 765	2 520 305
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 (527 306)	38 698
	21 <u>2 260 459</u>	<u>2 559 003</u>
Cotisations salariales des employés	22 (1 330 655)	(1 314 237)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (<u> </u>)	(<u> </u>)
	24 929 804	1 244 766
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 79 015	183 013
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 527 306	(38 698)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres		
-	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>1 536 125</u>	<u>1 389 081</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 3 003 515	2 771 138
Rendement espéré des actifs	34 (<u>2 968 075</u>)	(<u>2 501 701</u>)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>35 440</u>	<u>269 437</u>
Charge de l'exercice	36 <u>1 571 565</u>	<u>1 658 518</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 3 310 556	4 854 029
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (2 968 075)	(2 501 701)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 342 481	2 352 328
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (2 455 479)	(1 214 929)
Prestations versées au cours de l'exercice	41 1 768 903	1 613 408
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 54 785 858	51 589 255
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
Pour la réserve de restructuration	44 752 000	668 800
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 577 048	330 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 17	17
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,42 %	5,71 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,71 %	5,84 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,25 %	3,26 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,25 %	2,26 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51 0,00 %	0,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52 0,00 %	0,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56 0	57 0	58 0

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2016	2015
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59 ()	()
Charge de l'exercice	60 ()	()
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62 ()	()
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 ()	()
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 ()	()

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	<u>2016</u>	<u>2015</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69 (_____)	(_____)	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
	_____	_____	
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91	
	_____	_____

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 1

Description des régimes et autres renseignements

RÉER collectif - CITL

		<u>2016</u>		<u>2015</u>
Charge de l'exercice				
Cotisations de l'employeur	93	<u>8 282</u>		<u>3 998</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94 Oui
 95 Non

		<u>2016</u>		<u>2015</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	96	<u>9</u>		<u>10</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2016</u>		<u>2015</u>
Cotisations des élus au RREM	97	<u>19 923</u>		<u>19 568</u>
Charge de l'exercice				
Contributions de l'employeur au RREM	98	67 612		66 540
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	99	24 500		24 329
	100	<u>92 112</u>		<u>90 869</u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2016

Administration municipale

Dette à long terme	1	113 225 325
--------------------	---	-------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	2 402 173
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	1 381 787
-------------------	---	-----------

Débiteurs	8	6 326 376
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	2 138 478
--	----	-----------

Autres		
--------	--	--

-	12	
---	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	105 780 857
---	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	302 603
--	----	---------

Endettement net à long terme	16	106 083 460
------------------------------	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	18	173 349
---------------------------	----	---------

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	106 256 809
------------------------------------	----	-------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités		
--	--	--

reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
--	----	--

	23	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	106 256 809
---	----	-------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques		
--	--	--

(inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
----------------------------------	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2016	2016	2016	2015	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	29 590 567	30 315 585	30 315 585	27 309 707
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	9 046 578	9 170 515	9 170 515	9 347 873
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	1 554 012	1 565 947	1 565 947	1 576 196
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	40 191 157	41 052 047	41 052 047	38 233 776
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10				
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	2 468 448	2 507 588	2 507 588	2 104 374
Autres					
-Transport en commun	14	1 915 573	1 934 229	1 934 229	1 911 964
-Eau & assainissement	15	4 679 958	4 978 287	4 978 287	4 618 409
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	120 000	120 000	120 000	113 258
Service de la dette	18	1 542 649	1 550 760	1 550 760	1 604 695
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	10 726 628	11 090 864	11 090 864	10 352 700
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	10 726 628	11 090 864	11 090 864	10 352 700
	26	50 917 785	52 142 911	52 142 911	48 586 476

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	3 500	3 636	3 539
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	3 500	3 636	3 539
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	67 500	77 675	67 808
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	415 000	417 878	409 686
	35	482 500	495 553	477 494
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	486 000	499 189	481 033
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	104 000	106 257	104 318
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44	104 000	106 257	104 318
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46	220 000	220 000	220 000
	47	220 000	220 000	220 000
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49	3 695	3 757	3 692
	50	3 695	3 757	3 692
	51	813 695	829 203	809 043

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			6 955
Sécurité publique				
Police	53		6 375	6 448
Sécurité incendie	54	1 632	10 509	1 632
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	86 149		
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59	3 377	3 324	3 311
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		811 330	418 913
Transport adapté	61		88 040	46 953
Transport scolaire	62			
Autres	63		274 940	44 372
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	69 252		
Réseau de distribution de l'eau potable	68	184 760	44 096	35 814
Traitement des eaux usées	69	100 589	100 589	114 389
Réseaux d'égout	70	98 615	44 096	36 282
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	187 024	173 720	176 030
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72	302 282	391 050	391 050
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83	952	722	1 169
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	151 285	73 204	80 176
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	84 800	88 726	57 987
Autres	88	4 853	13 067	5 353
Réseau d'électricité	89			
	90	1 275 570	943 103	1 035 784

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2016	2016	2016	2015
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93	660	660	
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	924 209	924 209	1 058 642
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99		10 132	10 483
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	346 400	492 119	492 119
Réseau de distribution de l'eau potable	107			
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109	(857 000)	(857 000)	1 170 785
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	67 000	14 813	209 040
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	413 400	574 801	2 448 950

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134			356 222
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136			
Autres	137		8 095	6 685
	138		8 095	362 907
TOTAL DES TRANSFERTS	139	1 688 970	1 517 904	2 716 816
			2 716 816	3 847 641

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144	174 145	150 344	151 769
Sécurité incendie	145	613 305	59 269	59 269
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	787 450	209 613	211 038
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152	72 000	41 556	66 948
Autres	153			
	154	72 000	41 556	66 948
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	136 000	119 226	119 226
Réseau de distribution de l'eau potable	156	15 700	14 885	14 885
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158	21 000	18 622	18 622
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	172 700	152 733	152 733
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177		803	803
Autres	178			
	179		803	803
Réseau d'électricité	180			
	181	1 032 150	404 705	364 574

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	258 155	264 469	300 628
Sécurité publique	183	109 680	164 807	222 749
Transport				
Réseau routier	184	26 427	79 396	35 785
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185		11 915	430 438
Transport adapté	186		56 456	25 185
Transport scolaire	187			
Autres	188	5 000		27 227
Autres	189	41 116		
Hygiène du milieu	190	76 515	196 513	82 180
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	423 448	421 640	354 530
Loisirs et culture	193	957 787	1 055 970	1 217 197
Réseau d'électricité	194			
	195	1 898 128	2 194 710	2 695 919
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	2 930 278	2 599 415	3 181 335
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	240 000	329 451	219 504
Droits de mutation immobilière	198	1 400 000	2 580 199	2 037 930
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	1 640 000	2 909 650	2 257 434
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	828 157	2 237 776	2 087 587
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	203			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	204	535 000	587 297	674 090
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		(23 220)	11 225
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208		79 312	79 312
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	209			
Contributions des organismes municipaux	210		129 753	1 684 000
Autres contributions	211		14 305	22 536
Autres	212	22 320	128 055	169 824
	213	22 320	328 205	1 887 585
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	214			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2016	Réalizations 2016		Total	Réalizations 2016	Réalizations 2015	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement				
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	1 033 570	911 124	5 625	916 749	916 749	945 596
Greffe et application de la loi	2	1 160 635	2 369 708	354	2 370 062	2 370 062	1 055 883
Gestion financière et administrative	3	1 293 024	1 300 543	9 870	1 310 413	1 310 413	1 205 353
Évaluation	4	318 500	628 801		628 801	628 801	322 049
Gestion du personnel	5	857 057	821 967	704	822 671	822 671	672 157
Autres							
-	6	3 626 316	3 666 765	511 059	4 177 824	4 177 824	3 676 986
-	7						
	8	8 289 102	9 698 908	527 612	10 226 520	10 226 520	7 878 024
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	5 909 071	5 856 570	1 439	5 858 009	6 964 104	7 066 266
Sécurité incendie	10	5 982 454	4 556 239	266 089	4 822 328	4 822 328	3 290 650
Sécurité civile	11	20 164	18 076		18 076	18 076	2 902
Autres	12						
	13	11 911 689	10 430 885	267 528	10 698 413	11 804 508	10 359 818
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	2 834 396	2 803 038	3 524 848	6 327 886	6 327 886	6 039 664
Enlèvement de la neige	15	1 943 682	1 674 334	34 461	1 708 795	1 708 795	1 795 238
Éclairage des rues	16	206 036	218 936	335 860	554 796	554 796	548 276
Circulation et stationnement	17	342 797	327 955	13 993	341 948	341 948	361 906
Transport collectif							
Transport en commun	18	1 971 448	1 311 951		1 311 951	3 416 545	2 428 702
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	40 116	97 552	205 098	302 650	302 650	222 899
	22	7 338 475	6 433 766	4 114 260	10 548 026	12 652 620	11 396 685

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2016	Réalizations 2016			Réalizations 2016	Réalizations 2015	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 553 392	1 396 351	342 114	1 738 465	1 738 465	1 540 947
Réseau de distribution de l'eau potable	24	683 691	702 277	336 512	1 038 789	1 038 789	1 007 835
Traitement des eaux usées	25	2 436 062	2 595 599	1 328 826	3 924 425	3 924 425	3 966 644
Réseaux d'égout	26	590 066	566 691	1 501 039	2 067 730	2 067 730	2 027 806
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	934 198	746 716		746 716	746 716	1 007 398
Élimination	28	668 723	663 066		663 066	663 066	671 599
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	516 336	470 539		470 539	470 539	445 447
Tri et conditionnement	30	77 202	73 349		73 349	73 349	72 870
Matières organiques							
Collecte et transport	31	997 519	946 565		946 565	946 565	479 399
Traitement	32						
Matériaux secs	33	12 374	10 938		10 938	10 938	6 058
Autres	34	10 847	133 892	6 981	140 873	140 873	85 755
Plan de gestion	35						
Autres	36	98 992					
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38	1 286 174	1 088 745	66 638	1 155 383	1 155 383	973 091
Autres	39	172 880	143 638	154 657	298 295	298 295	301 978
	40	10 038 456	9 538 366	3 736 767	13 275 133	13 275 133	12 586 827
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41						
Sécurité du revenu	42						
Autres	43						
	44						
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	734 222	757 082	43 397	800 479	800 479	874 698
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	139 158	134 158		134 158	134 158	146 632
Tourisme	49						
Autres	50	570 106	576 011		576 011	576 011	523 579
Autres	51	77 076	76 224	6 713	82 937	82 937	93 049
	52	1 520 562	1 543 475	50 110	1 593 585	1 593 585	1 637 958

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2016	Réalizations 2016			Réalizations 2016	Réalizations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Non audité							
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	491 188	474 409	71 201	545 610	545 610	393 774
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 841 833	1 665 337	188 725	1 854 062	1 854 062	1 976 600
Piscines, plages et ports de plaisance	55	125 189	127 185	55 275	182 460	182 460	174 686
Parcs et terrains de jeux	56	2 575 854	2 282 711	1 011 892	3 294 603	3 309 480	3 622 558
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	385 141	380 864		380 864	380 864	358 753
Autres	59	219 224	220 518		220 518	220 518	231 456
	60	5 638 429	5 151 024	1 327 093	6 478 117	6 492 994	6 757 827
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	622 996	601 862	97 791	699 653	699 653	524 301
Bibliothèques	62	1 586 892	1 503 944	27 866	1 531 810	1 531 810	1 557 976
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	278 051	279 760		279 760	279 760	316 514
	66	2 487 939	2 385 566	125 657	2 511 223	2 511 223	2 398 791
	67	8 126 368	7 536 590	1 452 750	8 989 340	9 004 217	9 156 618
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	3 714 520	3 461 507		3 461 507	3 468 840	3 812 850
Autres frais	70					246	245
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	43 000	(27 000)		(27 000)	35 440	278 375
Autres	72	243 179	235 727		235 727	238 820	220 277
	73	4 000 699	3 670 234		3 670 234	3 743 346	4 311 747
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION							
74							
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
75		9 633 404	10 149 027	(10 149 027)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Rémunération des élus	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	40
Taux des taxes	41
Questionnaire	43

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la Ville de Boisbriand (ci-après « la municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

1

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

DATE 2017-04-24

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>52 572 153</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	370 417
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	58 825
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
	10	<u>429 242</u>
Revenus de taxes	11	<u>52 142 911</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	52 142 911
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	58 825
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u>370 417</u>
Total partiel			4	<u>52 572 153</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	15 643 007		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	120 000		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		10	<u>15 763 007</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>36 809 146</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2016 ²	1	<u>3 236 198 600</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2016 ²	2	<u>3 266 698 500</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>3 251 448 550</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>36 809 146</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>3 251 448 550</u>
Taux global de taxation réel de 2016	6	| 1 | , | 1 | 3 | 2 | 1 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2016 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2016 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	666 667	102 740	870 776
Usines de traitement de l'eau potable	2	557 000	11 254	
Usines et bassins d'épuration	3	625 000	39 124	171 470
Conduites d'égout	4	466 667	581 093	1 025 478
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	486 667	1 656 450	2 258 875
Ponts, tunnels et viaducs	7		2 207	11 970
Systèmes d'éclairage des rues	8		86 738	176 538
Aires de stationnement	9	20 000	394 663	11 164
Parcs et terrains de jeux	10	606 000	443 958	721 148
Autres infrastructures	11	55 000	192 078	387 418
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	115 000	682 588	484 900
Édifices communautaires et récréatifs	14	331 000	390 062	160 823
Améliorations locatives	15		7 463	11 688
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16		61 593	
Autres	17		639 478	866 115
Ameublement et équipement de bureau	18	88 000	122 859	124 079
Machinerie, outillage et équipement divers	19	492 000	549 456	155 952
Terrains	20	10 000	34 312	
Autres	21			
	22	4 519 001	5 929 060	7 438 394

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23		102 740	870 776
Usines de traitement de l'eau potable	24		11 254	
Usines et bassins d'épuration	25		39 124	171 470
Conduites d'égout	26		581 093	1 025 478
Autres infrastructures	27		2 776 094	3 567 113
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33		2 418 755	1 803 557
	34		5 929 060	7 438 394

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	122 418 793	2 157 800	11 139 359	113 437 234
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec					
et ses entreprises	3	79 235		20 970	58 265
Organismes municipaux	4	5 360		4 300	1 060
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	122 503 388	2 157 800	11 164 629	113 496 559
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	4 029 017	252 852	2 900 082	1 381 787
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	14 754 455	206 685		14 961 140
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	96 981 177	1 092 263	7 259 026	90 814 414
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	115 764 649	1 551 800	10 159 108	107 157 341
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	6 738 739	606 000	1 005 521	6 339 218
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	6 738 739	606 000	1 005 521	6 339 218
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	6 738 739	606 000	1 005 521	6 339 218
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	6 738 739	606 000	1 005 521	6 339 218
	26	122 503 388	2 157 800	11 164 629	113 496 559
Dette en cours de refinancement	27	()		()	()
Reclassement / Redressement	28				
	29	122 503 388	2 157 800	11 164 629	113 496 559

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
	2016	2016	2016	2015
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3			
Sécurité publique				
Police	4	5 641 202	5 632 182	5 398 077
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	1 585 374	956 321	335 226
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	7 226 576	6 588 503	5 733 303

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	54,00	35,00	98 045,00	5 129 982	1 264 980	6 394 962
Professionnels	2			1,00			
Cols blancs	3	74,00	32,25	135 646,00	4 193 869	1 034 148	5 228 017
Cols bleus	4	75,00	39,75	161 415,00	4 308 716	1 062 468	5 371 184
Policiers	5						
Pompiers	6	13,00	40,00	68 992,00	900 823	167 212	1 068 035
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	216,00		464 099,00	14 533 390	3 528 808	18 062 198
Élus	9	9,00			481 630	172 236	653 866
	10	225,00			15 015 020	3 701 044	18 716 064

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12		287 309	204 809		492 118
Réseau de distribution de l'eau potable	13	23 203		20 893		44 096
Traitement des eaux usées	14	50 295		50 294		100 589
Réseaux d'égout	15	23 203	606 000	(1 442 107)		(812 904)
Autres	16	718 230	809 161	166 614		1 694 005
	17	814 931	1 702 470	(999 497)		1 517 904

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement		+	Amortissement des immobilisations		=	Charges		-	Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement	
Administration générale																
Grefe et application de la loi	1	2 369 708	27		354	53		2 370 062	79		1 338	105		2 368 724	131	
Évaluation	2	628 801	28			54		628 801	80		9 934	106		618 867	132	
Autres	3	6 700 399	29		527 258	55		7 227 657	81		253 197	107		6 974 460	133	263 832
	4	9 698 908	30		527 612	56		10 226 520	82		264 469	108		9 962 051	134	263 832
Sécurité publique																
Police	5	5 856 570	31		1 439	57		5 858 009	83		173 373	109		5 684 636	135	1 270
Sécurité incendie	6	4 556 239	32		266 089	58		4 822 328	84		201 047	110		4 621 281	136	63 584
Sécurité civile	7	18 076	33			59		18 076	85			111		18 076	137	
Autres	8		34			60			86			112			138	
	9	10 430 885	35		267 528	61		10 698 413	87		374 420	113		10 323 993	139	64 854
Transport																
Réseau routier																
Voirie municipale	10	2 803 038	36		3 524 848	62		6 327 886	88		66 110	114		6 261 776	140	1 228 571
Enlèvement de la neige	11	1 674 334	37		34 461	63		1 708 795	89		9 305	115		1 699 490	141	8 266
Autres	12	546 891	38		349 853	64		896 744	90		3 981	116		892 763	142	199 360
Transport collectif	13	1 311 951	39			65		1 311 951	91		53 471	117		1 258 480	143	
Autres	14	97 552	40		205 098	66		302 650	92			118		302 650	144	16 565
	15	6 433 766	41		4 114 260	67		10 548 026	93		132 867	119		10 415 159	145	1 452 762
Hygiène du milieu																
Eau et égout																
Approvisionnement et traitement de l'eau potable																
Réseau de distribution de l'eau potable	16	1 396 351	42		342 114	68		1 738 465	94		119 228	120		1 619 237	146	204 741
Traitement des eaux usées	17	702 277	43		336 512	69		1 038 789	95		52 401	121		986 388	147	202 010
Réseaux d'égout	18	2 595 599	44		1 328 826	70		3 924 425	96		86 260	122		3 838 165	148	663 236
Matières résiduelles	19	566 691	45		1 501 039	71		2 067 730	97		77 703	123		1 990 027	149	385 295
Déchets domestiques et assimilés																
Matières recyclables	20	1 409 782	46			72		1 409 782	98			124		1 409 782	150	
Autres	21	1 635 283	47		6 981	73		1 642 264	99		7 382	125		1 634 882	151	
	22		48			74			100			126			152	
Cours d'eau	23		49			75			101			127			153	
Protection de l'environnement	24	1 088 745	50		66 638	76		1 155 383	102		6 261	128		1 149 122	154	24 932
Autres	25	143 638	51		154 657	77		298 295	103		11	129		298 284	155	4 515
	26	9 538 366	52		3 736 767	78		13 275 133	104		349 246	130		12 925 887	156	1 484 729

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement	
		+	=	=	-	=						
Santé et bien-être												
Logement social	157	172	187		202	217			232		14 426	
Sécurité du revenu	158	173	188		203	218			233			
Autres	159	174	189		204	219			234			
	160	175	190		205	220			235		14 426	
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	757 082	176	43 397	191	800 479	206	419 470	221	381 009	236	14 553
Rénovation urbaine	162		177		192		207		222		237	4 508
Promotion et développement économique	163	710 169	178		193	710 169	208		223	710 169	238	
Autres	164	76 224	179	6 713	194	82 937	209	2 170	224	80 767	239	375
	165	1 543 475	180	50 110	195	1 593 585	210	421 640	225	1 171 945	240	19 436
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	5 151 024	181	1 327 093	196	6 478 117	211	770 934	226	5 707 183	241	332 748
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	1 503 944	182	27 866	197	1 531 810	212	22 902	227	1 508 908	242	4 711
Autres	168	881 622	183	97 791	198	979 413	213	262 937	228	716 476	243	32 736
	169	7 536 590	184	1 452 750	199	8 989 340	214	1 056 773	229	7 932 567	244	370 195
Réseau d'électricité												
	170		185		200		215		230		245	
	171	45 181 990	186	10 149 027	201	55 331 017	216	2 599 415	231	52 731 602	246	3 670 234

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016	2015
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	5 336 154	6 497 801
Frais de financement	4	592 906	722 063
Autres	5		
	6	5 929 060	7 219 864

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016	2015
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	4 278 245	2 047 158
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	111 589	(241 274)
Solde redressé au début de l'exercice	3	4 389 834	1 805 884
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	5 341 330	3 751 933
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(3 814 604)	(1 350 000)
Réserves financières et fonds réservés	8		8 914
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10	57 442	173 103
	11	1 584 168	2 583 950
Solde à la fin de l'exercice	12	5 974 002	4 389 834
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	1 350 000	352 288
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	1 350 000	352 288
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(1 350 000)	(352 288)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	3 814 604	1 350 000
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	2 464 604	997 712
Solde à la fin de l'exercice	22	3 814 604	1 350 000
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	5 185 013	1 410 845
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24	(235 124)	(110 508)
Solde redressé au début de l'exercice	25	4 949 889	1 300 337
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	(1 360 876)	442 606
Activités d'investissement	27	(2 105 612)	(692 500)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		(8 914)
Financement des investissements en cours	29	179 108	3 908 360
	30	(3 287 380)	3 649 552
Solde à la fin de l'exercice	31	1 662 509	4 949 889

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

	2016	2015
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 (17 376)	(110 392)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	(133 437)
Solde redressé au début de l'exercice	34 (17 376)	(23 045)
Affectations		
Activités de fonctionnement - Augmentation	35 ()	()
Activités de fonctionnement - Diminution	36 3 267	5 669
Financement à long terme des activités de fonctionnement	37 ()	()
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	38	
Solde à la fin de l'exercice	39 (14 109)	(17 376)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	40 1 467 227	4 565 370
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	41 (325 717)	(68 002)
Solde redressé au début de l'exercice	42 1 141 510	4 497 368
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	43 (711 437)	725 605
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	44 (57 442)	(173 103)
Excédent de fonctionnement affecté	45	
Réserves financières et fonds réservés	46 (179 108)	(3 908 360)
	47 (947 987)	(3 355 858)
Solde à la fin de l'exercice	48 193 523	1 141 510
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	49 95 927 250	87 003 991
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	50 (111 589)	5 838 776
Solde redressé au début de l'exercice	51 95 815 661	92 842 767
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	52	
Excédent de fonctionnement affecté	53	
Financement à long terme des activités d'investissement	54 (1 551 800)	()
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités d'investissement	55 11 107 775	
Variation résiduelle de l'exercice	56 (5 221 537)	2 972 894
Solde à la fin de l'exercice	57 100 150 099	95 815 661

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>900 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>900 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>900 000</u>

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	2016		2015
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 5 □ 6 □ 2 □ 3 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 5 □ 6 □ 2 □ 3 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 1 , □ 9 □ 0 □ 0 □ 8 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 2 , □ 4 □ 2 □ 9 □ 1 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 1 , □ 1 □ 2 □ 4 □ 5 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 5 □ 6 □ 2 □ 3 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ 0 , □ 1 □ 6 □ 8 □ 3 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ 0 , □ 1 □ 6 □ 8 □ 3 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ 0 , □ 5 □ 6 □ 7 □ 6 \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ 0 , □ 7 □ 1 □ 5 □ 6 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ 0 , □ 3 □ 3 □ 6 □ 7 \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ 0 , □ 1 □ 6 □ 8 □ 3 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(Montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Égout	2	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Eau et égout	3	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Traitement des eaux usées	4	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Matières résiduelles	5	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**6 , %**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Eau et assainissement	1,1200	5	
Rejets d'eaux usées avec charges organ.		7	257,60 \$ KG/jour
Conduites d'eau et d'égout	,0493	1	
Transport en commun résidentiel	135,0000	4	
Transport en commun non résidentiel	498,0000	4	
Transport en commun industriel	1 306,0000	4	
Deuxième collecte d'ordures	150,0000	4	
Améliorations locales		7	Chaque citoyen paie ses services techniques. Les taux varient selon le service de dette à rencontrer.

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2016	9	\$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2016 des engagements en vertu du règlement concerné	10	\$	
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input checked="" type="checkbox"/>	12 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	545 840 \$	
b) autres formes d'aide	14	\$	
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2016 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	33 412 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	\$	
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	22 <input checked="" type="checkbox"/>	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité applique-t-elle les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	28 <input type="checkbox"/>	29 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018			
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2016	30		
Facteur comparatif de 2016	31		
Valeur uniformisée	32		
12. Avez-vous reçu au cours de l'exercice ou êtes-vous en droit de recevoir pour cet exercice une subvention relative au <i>Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local</i> (PAERRL) de la part du MTMDET?	33 <input type="checkbox"/>	34 <input checked="" type="checkbox"/>	
Montant de l'aide financière reçue	35	\$	
Total des frais encourus admissibles au PAERRL :			
a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)	36	\$	
b) Dépenses d'investissement	37	\$	
c) Total des frais encourus admissibles	38	\$	
d) Description des dépenses d'investissement :			
Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des routes locales de niveaux 1 et 2 :			
a) Numéro de la résolution	39		
b) Date d'adoption de la résolution	40		
Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue à la ligne 35, fournissez-en les justifications :			

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017	
Revenus de taxes	46
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	47
Calcul de certains revenus de taxes	48
Taux des taxes	50
Taux global de taxation prévisionnel	51
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	54
Questionnaire	56

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

TAXES**SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	30 208 965
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	8 921 451
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	1 459 679
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	40 590 095

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	2 775 510
Autres		
- Transport en commun	14	1 734 121
- Eau et assainissement, rejets	15	4 795 000
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	120 000
Service de la dette	18	1 495 497
Activités de fonctionnement	19	
Activités d'investissement	20	
	21	10 920 128
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
Autres	23	
	24	
	25	10 920 128
	26	51 510 223

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	1	3 650
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	3 650
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	70 000
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	425 000
	9	495 000
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	498 650

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	107 000
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	107 000

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	223 795
	24	223 795
	25	829 445

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 2 344 028 846	X 5 0,5310	/100\$ 6 12 446 793				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 160 973 700	X 8 0,5310	/100\$ 9 854 770				
Immeubles non résidentiels	10 621 911 077	X 11 1,8520	/100\$ 12 11 517 793				
Immeubles industriels	13 237 903 978	X 14 2,3613	/100\$ 15 5 617 627				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19 48 866 100	X 20 1,0619	/100\$ 21 518 909				
Immeubles agricoles	22 10 101 400	X 23 0,5310	/100\$ 24 53 638				
Total			25 31 009 530	26 (375 000)	27 (475 000)	28 49 435	29 30 208 965
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 2 344 028 846	X 34 0,1553	/100\$ 35 3 640 277				
Immeubles de 6 logements ou plus	36 160 973 700	X 37 0,1553	/100\$ 38 249 992				
Immeubles non résidentiels	39 621 911 077	X 40 0,5251	/100\$ 41 3 265 655				
Immeubles industriels	42 237 903 978	X 43 0,6711	/100\$ 44 1 596 574				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48 48 866 100	X 49 0,3107	/100\$ 50 151 827				
Immeubles agricoles	51 10 101 400	X 52 0,1553	/100\$ 53 15 687				
Total			54 8 920 012	55 ()	56 ()	57 1 439	58 8 921 451

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique) 1	X	2 /100\$	3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres) 4	X	5 /100\$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus 7	X	8 /100\$	9				
Immeubles non résidentiels 10	X	11 /100\$	12				
Immeubles industriels 13	X	14 /100\$	15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels 16	X	17 /100\$	18				
Autres 19	X	20 /100\$	21				
Immeubles agricoles 22	X	23 /100\$	24				
Total			25	26 (.....	27 (.....	28	29
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique) 30	X	31 /100\$	32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres) 33	X	34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus 36	X	37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels 39	X	40 /100\$	41				
Immeubles industriels 42	X	43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels 45	X	46 /100\$	47				
Autres 48	X	49 /100\$	50				
Immeubles agricoles 51	X	52 /100\$	53				
Total			54	55 (.....	56 (.....	57	58
	<u>Valeur locative imposable</u>						
Taxe d'affaires sur la valeur locative 59	X	60 %	61	62 (.....	63 (.....	64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	□□□□ , □□□	\$
Égout	2	□□□□ , □□□	\$
Eau et égout	3	2 | 2 | 5 | , 0 | 0 |	\$
Traitement des eaux usées	4	□□□□ , □□□	\$
Matières résiduelles	5	2 | 3 | 8 | , 0 | 0 |	\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Eau et assainissement	1,1000	5	
Rejets d'eaux usées avec charges organ.		7	257.60 \$ KG/jour
Conduites d'eau et d'égout	0,0437	1	
Transport en commun résidentiel	121,0000	4	
Transport en commun non résidentiel	446,0000	4	
Transport en commun industriel	1 170,0000	4	
Deuxième collecte d'ordures	165,0000	4	
Améliorations locales		7	Chaque citoyen paie ses services spécifiques. Les taux varient selon le service de dette à rencontrer.

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	51 510 223
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	475 000
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	375 000
Total partiel		4	52 360 223
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7		15 828 399
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8		120 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	10	15 948 399
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel		11	36 411 824

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation
prévisionnel 1 36 411 824

Évaluation des immeubles imposables ayant servi à établir les
revenus de la taxe foncière générale 2 3 423 785 101

Taux global de taxation prévisionnel de 2017

(ligne 1 ÷ ligne 2) x 100 \$

3

		1
--	--	---

 ,

0	6	3	5
---	---	---	---

 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	14 308 448	6 839 200		670 736	1 104 763	69 326
De secteur	2	271 876	104 003		21 362	70 372	4 416
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	272 609	104 283		21 420	70 561	
Autres	5	2 194 384	426 895			1 165 531	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	17 047 317	7 474 381		713 518	2 411 227	73 742

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		<u>Résidentielles</u>	<u>Résiduelle Agriculture Résidences</u>	<u>Autres</u>	<u>Total</u>
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	16 124 454	13 489		39 130 416
De secteur	10	986 791	859		1 459 679
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	1 026 624			1 495 497
Autres	13	5 510 796	7 025		9 304 631
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	23 648 665	21 373		51 390 223

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour le rôle d'évaluation foncière	6 <input type="checkbox"/>	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour le rôle de la valeur locative	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2017 pour des exploitations agricoles enregistrées?	14 <input checked="" type="checkbox"/>	15 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	16	42 208 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	17	\$	
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	18	63 351 080 \$	
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	19	9 972 550 \$	
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	20	3 765 645 \$	
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	21	\$	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 940, Boulevard Grande-Allée
(no) (rue)
Boisbriand J7G 2J7
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 435-1954
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 435-6398
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Lisette Dussault

Téléphone (450) 435-1954
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 435-6398
(ind. rég.) (numéro)

Courriel ldussault@ville.boisbriand.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Goudreau Poirier inc.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 476, avenue Saint-Charles, bureau 102
(no) (rue)
Vaudreuil-Dorion J7V 2N6
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 455-7202
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 455-9780
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jocelyne.poirier@goudreaupoirier.com

Responsable du dossier Jocelyne Poirier, CPA, auditrice, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Lisette Dussault , atteste que le rapport financier consolidé de Boisbriand pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2017-05-02 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Boisbriand .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Boisbriand consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Boisbriand détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 25 est de 4 365 055 \$.

Le taux global de taxation réel de 2016 à la page S34 ligne 6 est de 1,1321 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2017-05-01 13:09:04

Date de transmission au Ministère : 2017/05/03